

Intervention d'Anna Bednik

EXTRACTIVISME, NOUVELLE FORME DE DEVELOPPEMENT ?

J'ai commencé à m'intéresser à l'extractivisme en côtoyant des groupes de résistance (communautés, associations, assemblées, collectifs, etc.) à des projets d'exploitation des ressources naturelles, d'abord en Amérique latine, puis également en France. Ce sont leurs combats, auxquels j'ai été amenée à prendre part, qui m'ont poussée à vouloir mieux comprendre et décrire ce phénomène. Je lui ai consacré un livre : *Extractivisme. Exploitation industrielle de la nature : logiques, conséquences, résistances* (éd. Le passager clandestin, 2016).

Définition latino-américaine

En Amérique latine, la critique de l'extractivisme comme modèle économique et comme modèle de développement prend forme dans les années 2000-2010. Pendant ces deux décennies, la région se couvre, à vitesse accélérée, de mines, de forages pétroliers et gaziers, de monocultures agricoles et forestières, de grands barrages, de concessions de pêche industrielle, de voies de communication reliant ces exploitations aux ports d'exportation. Les prix mondiaux des matières premières sont restés élevés pendant près de quinze ans (jusqu'en 2014), poussant tous les pouvoirs en place - de droite comme de gauche - à intensifier l'exploitation des ressources naturelles abondantes dans leurs pays. Qu'ils misent - à droite - sur le dynamisme économique que les industries extractives sont censées générer et/ou - à gauche - sur les revenus qu'elles doivent fournir aux politiques sociales, les mandataires à la tête des États latino-américains justifient cette avalanche de mégaprojets par l'objectif du développement que les prix exceptionnellement hauts des matières premières rendraient – enfin ! - atteignable.

Présentée comme inédite, comme une chance à ne pas manquer, cette situation a pourtant un air de déjà-vu. La colonisation européenne a légué à l'Amérique latine le rôle de réservoir de ressources naturelles pour les besoins du capitalisme occidental, puis global. Dès lors, à quelques rares et courtes exceptions près (tentatives de mise en œuvre du modèle d'industrialisation par substitution aux importations), les pays de la région n'ont cessé d'exporter des matières premières et des produits agricoles de base, à faible valeur ajoutée. Leur histoire est celle d'une succession de périodes fastes, correspondantes aux embellies des prix mondiaux, suivies de périodes creuses, pendant lesquelles les États latino-américains, dépendants de la « rente extractive »¹, n'ont d'autre choix que de persévérer dans leur spécialisation « primo-exportatrice ». Le dernier épisode n'a pas fait exception. Durant la « décennie euphorique » (2002-2012), la pauvreté (monétaire) a baissé dans tous les pays de la région : les dépenses sociales, permises par l'afflux de revenus, ont en effet considérablement augmenté, là également partout, parfois même de façon plus importante dans certains pays néolibéraux (Colombie, Chili) que dans d'autres dirigés par des gouvernements dits progressistes (Equateur, Bolivie). Mais voilà que, depuis quatre ans, les prix des matières premières sont repartis à la baisse, réduisant de nouveau la taille du « gâteau » et, donc, aussi, celle des parts redistribuées. Le cycle recommence, et l'exploitation massive et destructrice de l'abondante nature latino-américaine se poursuit.

Alors, en quoi l'extractivisme serait-il une nouvelle forme de développement ? Le développementalisme d'antan allait plutôt de pair avec le discours industrialiste. A partir des années 1950 et des théories structuralistes de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes), l'idée du développement en Amérique latine fut associée à celle d'une industrialisation autonome : une industrialisation « à la périphérie » du capitalisme mondial, qui substituerait les produits fabriqués dans la région aux importations occidentales, mettant fin à la malédiction postcoloniale. Les années 1980-90 furent celles de la crise de la dette et du néolibéralisme triomphant. Pour obtenir les devises, sous l'égide des Politiques d'ajustement structurel (PAS) du Fonds monétaire international et en suivant l'exemple du Chili

1 En 2011-2013, le Venezuela tirait près de 60 % de ses revenus du pétrole, le Mexique et l'Équateur plus d'un tiers ; le gaz représentait 27 % des recettes fiscales de la Bolivie ; les métaux, près de 15 % de celles du Pérou et près de 40 % de celles du Chili (plus de 19 % pour le seul cuivre) ; en 2013, le soja a apporté à l'État argentin jusqu'à 8 milliards de dollars par an.

de Pinochet, une fois de plus, les économies de la région se reconcentrèrent sur les ressources naturelles, leurs éternels « avantages comparatifs » sur le marché mondial. Pendant cette période, le discours du développement disparut du devant de la scène politique. Puis, durant les années 2000-2010, le modèle ne changea pas fondamentalement (on redoubla d'efforts dans l'exploitation des ressources naturelles), mais l'horizon du développement réapparut et, dans un certain nombre de pays (Venezuela, Bolivie, Equateur), l'État accrut son contrôle et sa rente. Dans cette nouvelle version d'un modèle ancien, l'espoir du développement est désormais ouvertement associé à la spécialisation primo-exportatrice, qui avait été âprement critiquée par les développementalistes des années 1950-80. L'exportation des ressources naturelles est maintenant assumée comme un moteur de développement, fût-elle décrite comme une étape transitoire, devant ouvrir la voie à d'autres, conformément au paradigme évolutionniste de la modernisation.

Plutôt qu'une radicale nouveauté, ce qu'on constate est donc une intensification, une extension d'un phénomène déjà à l'œuvre avant. Concrètement, elle a pris la forme de l'avancée des frontières extractives sur des territoires jusque-là préservés et, plus généralement, de l'extension de l'emprise territoriale des activités extractives, avec toutes les conséquences que cela implique pour les milieux naturels, les paysages, la santé, les moyens de subsistance, les activités et la culture des riverains. Elle a été à l'origine d'innombrables conflits, au point que les mégaprojets d'exploitation de la nature sont devenus une des premières causes des conflits sociaux. Éminemment asymétriques (opposant communautés paysannes ou indigènes, associations rurales, comités de défense de villages, assemblées et collectifs de riverains, etc. à entreprises extractives privées ou publiques et appareils d'État), souvent violemment réprimés (par les forces de l'ordre, mais aussi par des acteurs de sécurité privés : assassinats ciblés, tortures, déplacements de populations...), ces combats n'ont eu de cesse de croître en nombre et en intensité.

Voilà, à grands traits, le contexte dans lequel apparaît le terme « extractivisme » dans son acception critique². Plusieurs définitions ont été proposées par différents auteurs, mais c'est celle de l'Uruguayen Eduardo Gudynas, directeur du Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES), qui s'est imposée au cours de ces dernières années dans les publications militantes et universitaires. Pour lui, « l'extractivisme » est l'exploitation massive ou intense d'une ressource naturelle (renouvelable ou non) principalement destinée à l'exportation sous forme de matière première non transformée ou ayant subi une transformation minimum. Ainsi, dans une très large mesure, la critique de l'extractivisme en Amérique latine vise la dépendance des États de la région vis-à-vis de leurs « exportations de la nature » ; l'entêtement des pouvoirs en place à poursuivre dans cette voie ; l'échange inégal et le rôle des périphéries du capitalisme global dans lequel les pays latino-américains restent enfermés (rôle qui se formalise par le sacrifice de vastes territoires pour obtenir des ressources vouées à être exportées).

Élargir la perspective

La définition de Gudynas, inscrite dans le contexte latino-américain, restreint de fait l'usage du terme « extractivisme ». Doit-on chercher un autre mot pour qualifier la prolifération d'exploitations tout aussi destructrices mais répondant à la demande intérieure, plus intégrées aux autres secteurs économiques, bénéficiant aux industries nationales, etc.? La Chine, par exemple, est le pays qui consomme le plus de ressources naturelles dans le monde et en importe des quantités phénoménales. Son développement économique est aujourd'hui l'un des moteurs qui pousse l'extractivisme (au sens de Gudynas) en avant dans d'autres pays. Mais la Chine est aussi le premier pourvoyeur mondial de ressources, extraites sur son propre territoire et destinées en priorité à ses propres industries. Est-elle extractiviste dans ce cas-ci ? Et que dire du gaz de schiste états-unien lequel, avant d'être exporté, a d'abord été destiné au marché national, contribuant à diviser le prix du gaz par quatre ? Cela n'a pas empêché les industriels de littéralement trouser de puits de forage les campagnes de nombreux États (à raison de 1 à 2 puits par kilomètre carré en Pennsylvanie), de polluer des nappes phréatiques, de provoquer de nombreux et graves accidents...

² Le mot lui-même date d'avant, mais il renvoyait plus spécifiquement à l'activité de collecte à des fins commerciales de produits naturels non cultivés (fruits, noix, sève, bois, fibres, plantes médicinales, produits de la chasse et de la pêche), une activité moins destructrice pour l'environnement qu'une grande mine à ciel ouvert, mais néanmoins elle aussi héritière d'une même histoire coloniale : collecte massive de caoutchouc et d'autres « produits » de la forêt amazonienne pour l'exportation.

L'exploitation de la nature s'accélère aujourd'hui partout sur la planète, jusque dans les ex-métropoles coloniales et les plus « centraux » des centres, avec, là également, des conséquences inacceptables pour les habitants. Ainsi, depuis quelques années, les combustibles fossiles et les métaux européens intéressent de nouveau les industriels, et les gouvernements élaborent des stratégies devant favoriser ce renouveau. Celles-ci ne sont par ailleurs d'aucune façon incompatibles avec les politiques de facture néocolonialiste. La stratégie européenne d'approvisionnement en matières premières stratégiques est exemplaire à ce titre. L'*Initiative matières premières* (*Raw Materials Initiative*, RMI), première communication de la Commission européenne à ce sujet (2008), dresse une liste de matières auxquelles l'accès des industries européennes doit être sécurisé, et définit une stratégie en trois axes. Le troisième, c'est le recyclage et l'efficacité dans l'utilisation des ressources. Le deuxième, l'approvisionnement en provenance de sources européennes. C'est ce qui se passe par exemple en France, où, après un déluge de permis d'exploration d'hydrocarbures de roche-mère (activité qui a été sensiblement freinée par l'ampleur de la résistance et par le prix du pétrole trop bas), le gouvernement a recommencé également, dès 2013, à délivrer des permis d'exploration de métaux (or, cuivre, tungstène, lithium, antimoine, étain et métaux associés). Il y a, à ce jour, 11 permis de ce type déjà accordés et au moins 5 demandes. 17 départements de France métropolitaine sont concernés, à quoi il faut ajouter, bien sûr, la Guyane (une quinzaine de projets actifs et des exploitations déjà en cours) et la Nouvelle Calédonie (exploitation du nickel), avec, partout ou presque, des collectifs de riverains qui luttent contre ces projets. C'est la même chose dans beaucoup d'autres pays (la France est plutôt « en retard » par rapport, par exemple, à la Grèce ou à l'Espagne). Enfin, le premier pilier de la RMI, intitulé « L'accès aux matières premières sur les marchés mondiaux », préconise que l'Union se dote d'une « diplomatie des matières premières » et déploie « des stratégies [...] pour garantir l'accès à des gisements » dans les pays extra-européens. La relance des projets miniers en Europe n'implique donc pas de répit pour les pays du Sud, tout comme le pillage des pays du Sud ne met pas à l'abri les territoires occidentaux.

Enfin, alors que les problèmes posés par l'exploitation massive de la nature se généralisent et les conflits éclatent partout, la définition restrictive de l'extractivisme, proposée par Gudynas, ne correspond pas - ou plus - aux usages faits de ce terme sur le terrain. Car ce n'est pas tant l'injustice économique subie par leur pays qui mobilise les habitants des territoires menacés, mais, tout d'abord, le caractère imposé et irrémédiablement destructeur des projets d'exploitation. Dans mon livre, j'opte donc pour une définition large du terme « extractivisme », à savoir l'intensification de l'exploitation industrielle de la nature, sous toutes ses formes.

Premier maillon

Par analogie avec les notions de « productivisme », de « consumérisme » ou d'« industrialisme », le suffixe « isme » dans « extractivisme » souligne l'outrance, le caractère excessif, presque obsessionnel de l'extraction. La consommation mondiale des ressources naturelles - métaux, combustibles fossiles, matériaux de construction, biomasse, etc. - a été multipliée par huit au cours du XXe siècle (alors que la population n'a fait « que » quadrupler) ; la consommation des métaux a doublé en vingt-cinq ans ; plus des deux tiers de l'or extrait depuis sa découverte (il y a 6000 ans) l'a été au cours du dernier demi-siècle, etc., etc. On extrait non seulement de plus en plus (plus de 70 milliards de tonnes de ressources diverses par an), mais aussi de plus en plus de ressources différentes (de 20 métaux de grande utilisation il y a trente ans, nous sommes, par exemple, passés à plus de 60 aujourd'hui), les nouveaux usages s'ajoutant sans cesse aux anciens. La difficulté croissante d'accès aux ressources pousse au gigantisme ou à la prolifération des exploitations, avec l'usage de technologies toujours plus invasives et polluantes pour accéder à des ressources disséminées, de faible concentration : fracturation hydraulique pour extraire des micro-concentrations de pétrole et de gaz, usage accru de produits toxiques par l'industrie minière ou par l'agro-industrie, etc. Tout cela démultiplie les conséquences dévastatrices pour les populations et accroît toujours plus l'emprise territoriale.

Ainsi, partout où cela est économiquement et techniquement possible, se multiplient les « zones de sacrifice » dédiées à l'extraction de matières premières et de vecteurs d'énergie ou à la production industrielle d'aliments. Bien sûr, il ne s'agit là que d'une forme parmi d'autres d'occupation, d'asservissement et de contrôle des territoires. Grandissent et s'étendent aussi, emprisonnées par le béton, les zones de transit de ces matières premières et des produits auxquels

ces matières donnent corps, les zones industrielles où ces produits sont fabriqués, les zones commerciales où ils sont vendus, les zones résidentielles, réservoirs de force de travail et de consommation, les zones de divertissement (leurs exutoires sanitaires), les zones-poubelles où s'amoncellent les déchets à la vitesse de la croissance de ce qui est consommé et, pour finir, les « zones interdites », de Tchernobyl à Fukushima, des plages submergées par le pétrole aux anciennes mines gommées des cartes officielles. Les territoires habités qui subsistent encore entre ces zones se réduisent comme une peau de chagrin : l'enrôlement utilitaire de l'espace est en train de rendre la Terre inhabitable. Dans cette longue chaîne opératoire, l'extractivisme n'est qu'un premier maillon. Mais c'est celui qui conditionne matériellement tous les maillons qui suivent. Sans l'exploitation massive de la nature, sans quantités toujours croissantes de ressources naturelles de toute sorte, l'économie de croissance ne pourrait pas se maintenir, s'étendre et se métamorphoser. Elle et toutes ses mutations (économie numérique, de service, « verte », etc.) se nourrissent de ressources naturelles. Voilà ce qui invite à isoler l'extractivisme des cadres critiques habituels pour mieux les compléter en retour.

Défense des « espaces pour être »

« Nous n'avons pas le choix ». Tel est l'argument clé de ceux (industriels, politiciens ou fonctionnaires d'Etat) qui cherchent à légitimer l'extractivisme. Nous, les Occidentaux, serions trop dépendants de notre confort et tous les habitants du monde seraient en droit d'accéder à nos standards de vie. Voici pour le volet global de ce discours qui nous fait croire que l'alternative n'existe pas, en occultant le caractère pleinement construit de nos consommations, les rôles économiques qu'on joue à travers elles, la contingence des choix techniques et des systèmes de production, le poids des rapports de force et d'intérêts dans lesdits choix, de même que l'existence de systèmes de production non prédateurs (comme par exemple l'agro-écologie), de technologies économes, de modes de vie - encore - déconnectés du marché global et de rapports non utilitaires au monde.

Quant au niveau local, l'argument est le même que pour tout type d'activité économique d'envergure qu'on cherche à imposer à un endroit : seul le projet qu'on cherche à installer serait susceptible d'apporter le développement (comprendre : emplois, prospérité, dynamisme, etc.). Ce qui veut dire qu'à l'échelle de chaque territoire, non plus, il n'y aurait pas d'alternative. Pourtant, en accaparant les ressources essentielles comme la terre ou l'eau, en dégradant les milieux, en transformant les paysages, les industries extractives commencent par détruire ce qui existe. Souvent, elles mettent très sérieusement en danger, voire rendent impossibles les activités locales (économiques ou non) liées au milieu naturel : agriculture vivrière et/ou paysanne, élevage, cueillette, certaines formes de tourisme, etc. A titre d'exemple, l'industrie minière au Pérou – importante source de revenus pour l'Etat - n'emploie directement que 1,3 % de la population active, alors qu'elle empiète sur les ressources en terre et en eau de l'agriculture familiale, première source de subsistance et de revenus dans les campagnes. On estime que près de la moitié des terres des communautés paysannes dans ce pays sont aujourd'hui couvertes de permis d'exploration ou d'exploitation minière. Toujours au Pérou, la seule entreprise minière Yanacocha est autorisée à pomper jusqu'à 900 litres d'eau par seconde, alors que la ville voisine de Cajamarca (300 000 habitants) se voit obligée de rationner l'eau potable. En Occident aussi, les promesses du développement accompagnent l'extension des frontières extractives. En France, par exemple, les entreprises extractives se font passer pour des messies amenant la vie (économique) aux territoires qu'elles décrivent comme « sinistrés », « économiquement déprimés », sans aucun autre avenir que la valorisation de leurs ressources naturelles. Mais, outre le fait que ce diagnostic n'est pas forcément partagé par ceux qui vivent sur place, les emplois créés sont la plupart du temps peu nombreux, éphémères et rarement locaux³. Puis, à l'image des pays primo-exportateurs, les territoires sacrifiés à l'exploitation de la nature s'enferment dans une étroite dépendance à l'égard de cette dernière et des caprices du marché qui la régit. Les grands bassins miniers abandonnés témoignent de la désolation que laissent les mines qui ferment, et les déserts

³ C'est surtout pendant la phase de construction (des mines, des puits de forage, des usines de traitement, des infrastructures d'accès, etc.) que les industries extractives créent des emplois. Les techniciens, main-d'œuvre qualifiée et expérimentée dans des domaines de plus en plus pointus, viennent le plus souvent de loin, laissant aux locaux quelques emplois subalternes. La mécanisation aussi va en s'amplifiant. Au Chili, par exemple, grand pays minier s'il en est et premier producteur mondial de cuivre, l'impressionnante croissance des volumes de minerais extraits (+45 % pour l'or, + 107 % pour l'argent, + 240 % pour le cuivre) entre 1990 et 2004 s'est vue accompagner d'une chute de plus de 30 % du nombre d'emplois dans le secteur.

verts de nos campagnes ravagées sont aussi vides de paysans que tributaires d'empires agro-industriels et de l'administration de l'alimentation de masse.

Sur chaque territoire menacé, on voit de façon très concrète comment des changements servant le capitalisme global s'opèrent sous couvert d'arguments humanistes ; à quel point l'objectif de développement - « une monstruosité car il n'a pas de fin » selon le mot d'un militant wayuu vénézuélien - sert finalement à justifier la soumission durable des territoires aux vicissitudes des marchés mondiaux, à imposer le modèle industriel et marchand de société jusque dans les contrées les plus reculées du monde. « L'eau ne se vend pas », « la terre ne se vend pas », « la vie ne se vend pas », voici ce qu'on lit, en réponse, sur les banderoles des opposants aux projets extractivistes, au Sud, comme au Nord. Portés dans une grande partie des cas par des populations qualifiées de « pauvres » (selon les standards occidentaux, c'est-à-dire en termes monétaires), dont on pourrait s'attendre qu'elles soient sensibles aux promesses de développement, ces slogans sont péremptoirs. Ils formulent un refus non négociable, quels que soient les bénéfices potentiels, de sacrifier certaines choses considérées comme essentielles : l'eau, la terre, mais aussi des lieux physiques qui, pour diverses raisons, importent à leurs habitants (une montagne, une forêt, un bocage, une mangrove, etc.). Les luttes locales contre des projets économiques imposés dressent les derniers remparts à l'extension planétaire de la sphère du marché.

Sur les territoires défendus, on mesure aussi l'extraordinaire aptitude du système industriel et marchand à détruire tout ce qui ne génère pas suffisamment de profits ou qui entrave l'extension de ses frontières, en d'autres termes, précisément l'alternative dont il nie l'existence. Les luttes locales défendent les dernières marges où cette alternative peut exister ; où peuvent se maintenir, naître et prendre corps des imaginaires qui la rendent possible ; là où un territoire peut être autre chose qu'une surface devant remplir une fonction économique, autre chose qu'un simple réservoir de ressources : les territoires en résistance sont encore – et tentent de rester - des « espaces pour être », des lieux de vie, espaces habités qui nous habitent en retour, et qui peuvent devenir, si on le souhaite, autant de lieux d'expérimentation d'autres façons de vivre que celles que nous impose ce monde qui ne nous convient pas. En affranchissant un lieu, même de façon incomplète ou temporaire, de la logique industrielle et marchande uniformisatrice, les luttes locales préservent les possibilités de vie.

Anna Bednik - « Extractivisme »- Le passager clandestin 2015